



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## **SUR LA TRANSITION ENERGETIQUE**

Le gouvernement a engagé un débat national sur la transition énergétique. L'objectif est de proposer une loi de programmation à l'automne 2013 pour mettre en place une organisation à la fois nationale et territorialisée.

Dans le cadre de ce débat, le Préfet d'Auvergne et le Conseil Régional ont organisé une journée régionale qui se tiendra le 9 avril 2013.

Puy-de-Dôme Nature Environnement a été invité. Au vu des premiers éléments qui nous ont été communiqués, l'Assemblée Générale de l'association a décidé, après débat, de décliner cette invitation.

La sortie du nucléaire est en effet une donnée indispensable à une révision de notre politique énergétique. Or le réseau Sortir du Nucléaire, dont nous sommes adhérent, n'a pas été invité au débat national. Le Réseau Sortir du Nucléaire regroupe plus de 500 associations. Par son indépendance, sa compétence et sa représentativité, il constitue une référence incontournable en matière de nucléaire. Le fait de l'écarter signifie la volonté de fermer toute discussion sur l'arrêt du nucléaire.

Le programme présenté pour la journée du 9 avril confirme cette perspective. Il ne prévoit en effet aucune intervention de spécialistes indépendants, donc crédibles, dans le domaine du nucléaire. Il vise le développement d'un "mix énergétique" qui, dans tous les programmes officiels, comporte une part de nucléaire. La construction de l'EPR a d'ailleurs été lancée pour placer les citoyens devant le fait accompli.

L'expérience des accidents survenus, dont trois ont atteint des dimensions catastrophiques (Kyshtym, Tchernobyl, Fukushima) et l'accumulation des déchets ont mis en évidence l'urgence de cesser tout recours à cette source d'énergie. Il faut rappeler que l'Auvergne est concernée par l'impact des anciennes exploitations de minerai d'uranium.

Une sortie du nucléaire implique la création de centaines de milliers d'emplois non délocalisables. Cette perspective mériterait, surtout dans le contexte actuel, une étude régionale qui ne semble pas envisagée.

Par ailleurs, le programme de la journée du 9 avril ne prévoit aucune participation du public. La proposition faite d'envoyer des contributions écrites, dont la synthèse serait rédigée par le Conseil Régional, ne semble pas non plus suffisante pour réaliser un vrai débat démocratique.

L'expérience des "grands débats" précédents (Grenelle de l'environnement ...) nous confirme dans ce point de vue.

Nous ne serons donc pas présents au cours de la journée du 9 avril, préférant nous adresser directement à nos concitoyens et aux élus.

**Le 31 Mars 2013  
Pour l'association, Marcel BREUGNOT**